Interview Junge Freiheit

Herr de Benoist, Sie sind Philosoph nicht Wirtschaftswissenschaftler. Was bitte haben Sie uns über die Finanzkrise zu sagen?

Je m'intéresse depuis plus de vingt ans aux problèmes et aux doctrines économiques. Mais l'économie n'est pas une science autonome. Le philosophe a beaucoup à dire sur ses arrière-plans et sur ses fondements. Le philosophe peut montrer que le capitalisme n'est pas seulement un système économique, mais un système anthropologique, fondé sur le modèle de l'*Homo œconomicus*. Il peut définir l'argent, non pas seulement comme monnaie, mais comme l'équivalent universel qui permet de réduire toute qualité à une quantité. Il peut analyser l'effet de la colonisation de l'imaginaire symbolique par les seules valeurs commerciales et marchandes.

Es gibt einige Wirtschaftsexperten, die eine neue Weltfinanzkrise voraussagen – in Deutschland etwa Prof. Max Otte, in den USA Prof. Kenneth Rogoff. Was haben Sie uns mehr zu sagen als diese?

Ils ont raison. Non seulement nous ne sommes pas sortis de la crise, mais elle ne fait même que commencer. Les Etats n'ont aucun moyen d'apurer leur dette publique. Le système financier international craque de toutes parts. La globalisation financière, née en 1973 de la fin du système hérité des accords de Bretton Woods, et la globalisation marchande, résultat de la mise en place d'un système de libre-échange généralisé sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont clairement atteint leurs limites. Elles ne survivront pas à la régression généralisée, tant économique que sociale, qu'elles ont engendrée.

Die europäischen Staaten stöhnen derzeit unter der schwindelerregenden Euro-Rettungskrise. Dabei kommt das Problem Ihrer Meinung nach gar nicht aus Europa, sondern aus den USA?

Vous m'avez mal lu. La crise financière actuelle est née en 2008 aux Etats-Unis, avec l'affaire des « *subprimes* », et les Américains ont toutes raisons de se réjouir de la crise de l'euro, mais cela ne suffit pas à les considérer comme responsables de la situation présente. Les Européens ont aussi leur part de responsabilité. Les uns et les autres sont victimes de la logique du capital mise en œuvre par les banques et les marchés financiers. Un tournant essentiel a été la loi adoptée en France en janvier 1973, qui interdisait à la Banque de France d'avancer de l'argent sans intérêt à l'Etat. Cette disposition a ensuite été intégrée au traité de Maastricht, puis au traité de Lisbonne. Ne pouvant plus emprunter auprès des banques centrales, les Etats doivent désormais se financer auprès des banques à des taux d'intérêt plus ou moins élevés, alors que ces mêmes banques peuvent, elles, se refinancer auprès des banques centrales à des

taux d'intérêt presque nuls. Les Etats se sont ainsi placés eux-mêmes dans la dépendance des intérêts privés, qui les contrôlent au moyen de l'endettement.

Der Untertitel Ihres Buches lautet: „Eine Kritik an der Herrschaft des Geldes" Wollen Sie das Geld abschaffen?

Il ne s'agit pas de supprimer l'argent, mais de s'opposer à la domination du pouvoir politique par les marchés financiers, domination qui a déjà abouti à ce que les pays du Sud de l'Europe soient désormais dirigés par des technocrates, des banquiers ou des représentants de Goldman Sachs et Lehman Brothers, tandis que des programmes d'« austérité » d'une rigueur jamais vue en temps de paix sont en train de tuer les peuples.

In Deutschland lautet die Forderung nicht Abschaffung, sondern Zähmung des Kapitalismus (oder auch: „Rückkehr zur sozialen Marktwirtschaft statt Neoliberalismus") - Das ist Ihnen zu wenig? Warum?

L'économie sociale de marché appartient à une autre époque. Le capitalisme qui domine aujourd'hui diffère grandement du capitalisme industriel et marchand du XIXe ou du XXe siècle, qui avait encore un ancrage national. C'est un capitalisme du « troisième type », un « turbo-capitalisme » fondamentalement financiarisé et déterritorialisé. Croire que l'on peut réformer, moraliser ou encadrer la logique du capital, c'est s'illusionner sur sa nature. La logique du capital repose sur un principe d'illimitation (l'« infinité du capital ») comparable au déchaînement planétaire de ce que Heidegger a appelé le « *Ge-stell* » : l'arraisonnement du monde par l'axiomatique de l'intérêt, sa transformation en un vaste marché de consommateurs où les identités collectives, les valeurs partagées, les cultures et les peuples comptent pour rien.

In Ihrem Buch finden sich Aufrufe wie „Wider die kapitalistische Ordnung". Das klingt nach sozialistischer Kritik?

L'historien des idées sait bien que la critique du capitalisme n'a pas été historiquement le fait des seuls socialistes ! L'observateur du présent constate en outre que la vaste majorité des « socialistes » se sont aujourd'hui ralliés au capitalisme et à la société de marché. Comparez les positions de Georges Sorel et celles de François Hollande !

Sie gelten gemeinhin immer noch als „Vordenker der französischen Neuen Rechten". Tatsächlich haben Sie sich aber schon lange gewandelt. Welches Verhältnis haben Sie heute zur „Neuen Rechten" und zu Ihren früheren Positionen?

Mais de quels « changements » parlez-vous ? Au cours de ma vie, ma pensée a certainement subi un certain nombre d'inflexions – le rôle d'un intellectuel ou d'un théoricien n'est pas de se répéter, mais d'approfondir constamment ses idées, en tenant compte aussi des transformations du monde extérieur –, mais je n'ai jamais rompu avec les principes essentiels de ce que vous appelez la « Nouvelle Droite » (expression qui n'est pas à l'origine une autodésignation, mais une étiquette inventée en 1979 par les médias). C'est bien plutôt, je crois, la grande continuité de mon Denkweg qui apparaît à la lecture de mes mémoires, qui viennent de paraître à Paris sous le titre *Mémoire vive* (éditions Bernard de Fallois).

Angesichts Ihrer Arbeiten der letzten Jahre, auch angesichts Ihres neuen Buches „Am Rande des Abgrunds", hält Sie heute mancher letztlich gar für einen „Marxisten" – was sagen Sie dazu?

Karl Marx disait lui-même qu'il n'était pas marxiste ! Je ne suis pas marxiste non plus. Je lis Marx comme on doit lire n'importe quel auteur : sans dévotion ni préjugé hostile a priori. Sa philosophie générale de l'histoire, marquée par l'historicisme de l'idéologie du progrès, me semble totalement fausse. La manière dont il a perçu et analysé l'essence du capitalisme est au contraire assez remarquable. Ses remarques sur la réification (Verdinglichung) des rapports sociaux ou sur le fétichisme de la marchandise sont plus actuelles que jamais.

Wie würden Sie sich heute selbst einordnen? Sind Sie ein Linker?

Je me définis par mon œuvre, pas par une étiquette. Les étiquettes, c'est pour les pots de confiture ! Vous pourriez me définir comme un « homme de droite de gauche » ou comme un « homme de gauche de droite », ou encore comme quelqu'un qui combine parfois idées de gauche et valeurs de droite, mais cela ne dirait toujours pas qui je suis. Je suis en fait fondamentalement indifférent aux étiquettes parce qu'elles ne veulent rien dire. Sous l'étiquette « de gauche », on peut aussi bien mettre Staline que François Mitterrand, Rosa Luxemburg ou Jean Jaurès, Proudhon ou Ernst Niekisch, Blanqui ou Harro Schulze-Boysen, Trotsky ou Sorel, Lionel Jospin ou Walter Benjamin, Papandreou ou Anton Pannekoek, Zapatero ou Gustav Landauer ! Quel sens cela a-t-il ? Le clivage droite-gauche est de surcroît de plus en plus obsolète aujourd'hui. Face à l'Europe, aux Etats-Unis, à la guerre en Afghanistan, à la crise financière, etc., il n'y a plus une position de droite et une position de gauche, mais une multitude de positions qui créent des nouveaux clivages. Il n'y a que les esprits paresseux qui jugent de la valeur d'une idée selon qu'elle est « de droite » ou « de gauche ». Moi, la seule distinction qui m'intéresse, c'est celle qui oppose les idées justes aux idées fausses.

In Frankreich ist ihre Art der Kritik an Einwanderung und das Vertreten eines nationalen Protektionismus allerdings durchaus kompatibel für eine gewisse Strömung auf der linken Seite. In Deutschland dagegen sind Einwanderung und Nation für die Linke fast ein Tabu. Ist das ein Fehler?

Je ne suis pas un esprit religieux, je n'ai donc pas de tabous. En France, un auteur de gauche comme Jean-Claude Michéa n'hésite pas à souligner que, du point de vue économique, le recours à l'immigration est une façon évidente d'exercer une pression à la baisse sur les salaires. C'est la raison pour laquelle le patronat est toujours favorable à plus d'immigration. L'immigration, c'est l'armée de réserve du capital ! Le capitalisme est d'ailleurs, par nature, beaucoup plus « internationaliste » que ne l'a jamais été le communisme. Hostile à toute forme de protectionnisme, il prône la libre circulation mondiale des hommes et des marchandises. Il tient les frontières pour inexistantes. C'est la raison pour laquelle les conservateurs qui soutiennent la logique du marché soutiennent en réalité cela même qui détruit ce qu'ils veulent conserver (selon le mot de Bossuet, ils déplorent les conséquences dont ils chérissent les causes). Ceux qui critiquent le capitalisme sans critiquer l'immigration sont des imposteurs. Ceux qui critiquent l'immigration sans critiquer le capitalisme feraient mieux de se taire.

Allerdings lehnen Sie auch den traditionellen Nationalstaat ab. Wie soll dann der Protektionismus organisiert werden? Der bekannte Schweizer Globalisierungskritiker

Jean Ziegler sagt, obwohl selbst sehr links orientiert, der Nationalstaat sei der letzte Schutz des Sozialstaats vor der Globalisierung. Ist die Nation also nicht doch unverzichtbar?

Je n'ai aucune hostilité de principe envers l'Etat national, et je ne suis évidemment pas pour la disparition des nations. Je constate seulement que l'Etat national est entré en crise, ainsi que l'avait constaté Carl Schmitt dès les années 1930. Cette crise est aussi celle du politique (des Politischen), dont les prérogatives sont de plus en plus rognées par l'économie financière et l'expertocratie. L'Etat national était à l'époque de la modernité le lieu fondamental du pouvoir. A l'époque postmoderne, le pouvoir a changé d'instance : l'Etat n'en a plus le monopole et ses moyens d'action se restreignent de plus en plus. Depuis plus de quarante ans, j'entends les conservateurs allemands parler de l'« Etat national ». Ils ne réalisent pas que, là encore, nous avons changé d'époque et qu'il n'y a rien de pire que de chercher à analyser le moment historique actuel avec des outils conceptuels du passé. Vous avez raison de dire que l'Etat national pourrait, s'il le voulait, mettre en place des mesures de protectionnisme. La Commission européenne pourrait aussi le faire à l'échelle européenne. Le problème est qu'ils ne le feront pas, parce qu'ils se sont d'eux-mêmes placés sous le contrôle des marchés financiers.

Sie sind in Deutschland erstmals 1982 mit „Zur Erkennung des Hauptfeindes", einer Streitschrift gegen den Liberalismus, bekannt geworden. Kann man „Am Rande des Abgrunds" eigentlich als Fortsetzung Ihrer Kritik am Liberalismus auf dem Feld der Wirtschaft verstehen?

Oui, bien sûr. Arthur Moeller van den Bruck l'avait déjà dit en 1923 : « An Liberalismus gehen die Völker zu Grunde ».

Wenn ich es recht verstehe, dann prophezeien Sie zwar das Auseinanderbrechen der Euro-Zone, plädieren aber – durch Abwertung des Euro – für deren Rettung. Warum wollen Sie den Euro retten?

Sauver l'euro ? Pour que l'euro puisse fonctionner, il aurait fallu que son niveau ne soit pas calqué sur celui de l'ancien mark (ce que l'Allemagne a refusé pour des raisons que l'on peut comprendre) et que sa mise en place s'accompagne de l'instauration d'un véritable protectionnisme européen. On a fait tout le contraire. L'euro s'est révélé inutilisable par les pays du Sud de l'Europe, et a considérablement aggravé le problème de la dette des Etats. Aujourd'hui, l'euro est la monnaie d'un pays qui n'existe pas. Je crois à la désagrégation de la zone euro, non à la disparition de l'euro, sauf si l'Allemagne décidait d'en sortir, ce qui est peu probable. Mais s'il disparaissait, je pense qu'il serait bon de le conserver, non plus comme monnaie unique, mais comme monnaie commune (à la façon de l'ancien « écu »), afin qu'il puisse constituer une monnaie de réserve alternative par rapport à l'hégémonie du dollar. Je ne suis donc pas hostile à un retour aux monnaies nationales. Un tel retour ne réglerait cependant aucun problème de fond.